



Les organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile demandent que soient revue la décision de raviver le Conseil d'association UE-Israël, car il donnera un feu vert aux violations israéliennes

Description



Cher Monsieur Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

Chers ministres européens des Affaires Étrangères,

Les organisations de la société civile palestinienne et européenne soussignées vous adressent cette lettre pour vous faire part de leur profonde inquiétude concernant la décision de raviver le Conseil d'association UE-Israël, qui vise à reprendre un dialogue formel et à renforcer la coopération avec Israël, et à banaliser les très problématiques « Accords d'Abraham ».

Lors de sa dernière visite dans la région, la présidente de la Commission européenne, Mme Von Der Leyen, a déclaré à propos d'Israël : « Notre culture et nos valeurs communes ont créé un lien profond entre l'Europe et Israël ; le lien le plus fort que nous partageons est notre croyance dans la démocratie et dans les valeurs démocratiques ». La politique de deux poids deux mesures appliquée par les Européens à l'égard d'un peuple confronté à l'occupation militaire, à l'annexion et aux crimes de guerre est évidente et insupportable pour les Palestiniens. Aujourd'hui plus que jamais, les valeurs et principes fondateurs de liberté et de justice qui ont façonné l'ordre international et ont été adoptés par l'Union européenne doivent être appliqués et défendus partout.

Au lieu de cela, le Conseil d'association continuera à présenter comme normales les pratiques autoritaires et oppressives, à la place des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, et omettra les violations persistantes du droit international qui sont commises à l'encontre du peuple palestinien.

La décision de réunir le Conseil d'association est prise à un moment où Israël a intensifié ses attaques contre le peuple palestinien, dont parmi eux des citoyens européens. [D'ici 94 Palestiniens ont été tués](#) par l'armée israélienne en Cisjordanie occupée depuis le début de l'année, sans que personne n'ait été tenu pour responsable. Au cours des derniers mois, l'armée israélienne a envahi à plusieurs reprises des camps de réfugiés palestiniens et des villes comme Jéricho et Naplouse en Cisjordanie occupée, [tuant plus de 27 Palestiniens](#) dans la seule ville de Jéricho. Ces raids illégaux ont conduit à l'[assassinat ciblé de la journaliste Shireen Abu Akleh](#) en mai 2022, dont la famille continue de réclamer que justice lui soit rendue et que les responsables soient identifiés.

Le 4 mai, la Haute Cour israélienne [a donné son feu vert aux ordres d'expulsion massive](#) de plus de 1 300 Palestiniens de huit communautés de Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie occupée, et les démolitions ont déjà commencé, ouvrant la voie à de nouveaux vols de terres et à leur annexion par Israël. Ces ordres constituent la plus grande opération d'expulsion menée par Israël depuis 1967. Depuis cette date, l'UE et ses États membres ont [régulièrement affirmé](#) l'illégalité des opérations d'expulsion et des colonies israéliennes construites sur des terres palestiniennes volées, mais dans la pratique, ils ne respectent pas leurs propres obligations en vertu du droit international.

De plus, l'UE est le plus grand partenaire commercial d'Israël, et en autorisant les entreprises, les institutions financières et les gouvernements européens à poursuivre leurs échanges avec les colonies illégales israéliennes, l'UE non seulement défend mais encourage la commission même de ces crimes de guerre, finançant davantage le vol par Israël des terres et des ressources naturelles palestiniennes.

Israël a également intensifié de manière significative son attaque contre les organisations de la société civile palestinienne lorsque, le 18 août, son armée a envahi la ville de Ramallah, a [fait une descente, saccagé et fermé de force les bureaux](#) de sept organisations de la société civile palestinienne qui ont été qualifiées d'organisations criminelles et dont six ont été déclarées illégales en octobre 2021. Cette décision fait suite à des décennies d'efforts concertés pour les discréditer, empêcher leur financement et les empêcher de faire connaître le travail crucial qu'elles accomplissent pour [dénoncer les crimes israéliens et demander que soit établie la responsabilité de ceux qui les ont commis](#). Alors que neuf États membres de l'UE ont rejeté la qualification de criminelles de ces organisations dans une [déclaration commune](#) et se sont engagés à continuer à financer la société civile palestinienne et à travailler avec elle, l'UE n'a pas réussi à protéger de manière significative ces organisations et leur personnel. La citoyenne espagnole Juana Ruiz Rishmawi a été détenue arbitrairement pendant 10 mois, pour le seul fait d'avoir travaillé pour l'une des organisations de la société civile palestinienne faisant l'objet d'attaques israéliennes ; et Salah Hammouri, avocat franco-palestinien travaillant avec Addameer, est toujours détenu arbitrairement.

En juin 2022, cela faisait 15 ans que la bande de Gaza était soumise à la fermeture de ses frontières et à un blocus aérien, maritime et terrestre qui l'asphyxie. Du 5 au 7 août 2022, sans répondre en cela à une quelconque provocation, Israël a lancé une offensive militaire contre Gaza, menant une série de frappes aériennes lourdes sur des zones densément peuplées et visant délibérément des civils et leurs maisons. Au cours de cette offensive de trois jours, 49 Palestiniens ont été tués, dont 17 enfants et 4 femmes, tandis que 360 autres étaient blessés, dont 151 enfants et 58 femmes.

L'UE a également signé un nouvel accord gazier avec Israël et l'Égypte au nombre des mesures visant à valider les traits problématiques des « Accords d'Abraham » dans le cadre de la politique de l'UE vis-à-vis de ses voisins et à intégrer Israël dans la stratégie d'approvisionnement énergétique de l'UE. Israël a systématiquement empêché les Palestiniens d'accéder au gaz au large de la côte de Gaza, tout en maintenant le blocus et en favorisant ses propres exportations de gaz. Le nouvel accord gazier fait partie des nouveaux projets de la Politique européenne de voisinage de l'UE avec ses voisins au sud, projets qui visent à valider les « Accords d'Abraham », servant ainsi des intérêts autoritaires et sapant davantage le droit des peuples à l'autodétermination.

C'est de cette réalité que les décisions de l'UE sont connectées. Dans le cadre de l'approfondissement du dialogue avec Israël, aussi franc que certains États membres de l'UE souhaitent celui-ci, l'UE, plutôt que de demander des comptes à Israël en prenant des actions significatives, continue de traiter celui-ci comme un acteur de bonne foi au lieu de le voir comme l'occupant de mauvaise foi à [critiquer](#) avec justesse par l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Michael Lynk.

Au lieu de permettre à Israël de consolider son entreprise coloniale et son régime d'apartheid, en le récompensant par une coopération économique accrue et le commerce d'équipements et de technologies militaires nuisibles, l'UE et ses États membres ont l'obligation, et c'est également dans leur intérêt, de demander des comptes à Israël et de mettre fin à l'impunité.

Nous demandons donc instamment à l'UE de revoir sa décision de raviver le Conseil d'association, ainsi que de mettre fin à l'accord gazier récemment signé et de revoir ses programmes de coopération bilatérale, afin qu'Israël soit tenu pour responsable de ses crimes qui perdurent et des violations des droits de l'homme commises contre le peuple palestinien.

Signataires palestiniens :

Palestinian CSOs

Addameer Prisoner Support and Human Rights Association

Al Mezan Center for Human Rights

Al-Haq

Applied Research Institute à Jerusalem (ARIJ)

Bisan Center for Research and Development

BNC à BDS National Committee

Boycott from Within

Burj alluqluq Social Center Society

Center for Defense of Liberties & Civil Rights « Hurryat »

General Federation of Palestinian Workers

General Union of Palestinian Teachers (Gupt)

Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Palestinian Non Governmental Organizations Network (PNGO)

QADER for Community Development

Stop the Wall Campaign

The Freedom Theatre

The Jerusalem Human Rights Consortium

The Palestine Institute for Public Diplomacy (The PIPD)

The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy à MIFTAH

Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture

Union of Agricultural Work committees UAWC

Union of Cooperative Associations for Saving and Credit « UCASC »

Women's Centre for Legal Aid and Counseling

Signataires européens et au niveau de l'UE:

Apart collective

Association Belgo-Palestinienne WB, Belgium

Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)

Association France Palestine Solidarité (AFPS), France

Associazione Amici della Mezzaluna Rossa Palestinese

BDS groups: Austria, Berlin, France, Greece, Italia, Marche, Norway, País valencí , Roma

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, Luxembourg

Coordinamento Campagna BDS Bologna, Italy

European Coordination of Committees and Associations for Palestine « ECCP

European Legal Support Center (ELSC)

European Trade Union Network for Justice in Palestine

Flemish Socialist Movement (V-SB), Belgium

Gibanje za pravice Palestincev

Iniciatíva za spravodlivé mier na Blízkom východe, (Slovak Initiative for a Just Peace in the Middle East)

Ireland-Palestine Solidarity Campaign

Irish Rule of Law International, Ireland

Jádische Stimme für gerechten Frieden in Nahost, Germany

Kapitál, kultúro-spoločenské mesačník

La Via Campesina « Arab and North Africa Region LVC ARNA

Law for Palestine

Mezinárodní hnutí solidarity ISM

Ne naÅ¡im jmÃ©nem! â?? Za spravedlivÃ½ mÃ¡r na BlÃ¡zkÃ©m VÃ½chodÃ½?

Nederlands Palestina Komitee, Netherlands

NOVACT International Institute for Nonviolent Action, Spain

Palestina Solidariteit vzw

Paz con Dignidad, Spain

Platform of French NGOs for Palestine, France

Polish Palestine Solidarity Campaign, Poland

Red Solidaria contra la ocupaciÃ³n de Palestina â?? RESCOP

Rete Romana di SolidarietÃ con il popolo Palestinese

SADAKA, Ireland

The Norwegian Committee for Academic and Cultural Boycott of the State of Israel (Akulbi)

The Palestine Solidarity Association in Sweden (PGS), Sweden

The Rights Forum, Netherlands

TrÃ©caire, Ireland

Union syndicale Solidaires, France

Viva Salud, Belgium

Trad. M.V pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: Palcivilsociety.com

date crÃ©Ã©e

2022/09/26